



POUR UN CESSEZ LE FEU IMMEDIAT EN PALESTINE

SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Depuis plus de trois semaines les Palestinien·es vivent sous le feu incessant et continu des bombardements de l'armée israélienne. Ce déluge de feu fait suite aux terribles attaques meurtrières perpétrées par le Hamas le 7 octobre dernier faisant près de 1400 victimes et des milliers de blessé·es. Depuis ce 27 octobre au soir les bombardements se sont « intensifiés » après que l'ensemble des moyens de communication aient été détruits coupant ainsi la population de Gaza du monde.

La CGT Educ'action 31 tient avant tout à exprimer sa condamnation des violences contre les civils et sa profonde compassion et solidarité pour toutes les vies perdues lors du déchaînement de violence consécutif à l'attaque orchestrée par le commandement militaire du Hamas.

À ces attaques le gouvernement d'extrême droite israélien a « répondu » par un déluge de bombardements sur le territoire de Gaza au prétexte d'anéantir le Hamas et sans aucune considération pour la population civile, renvoyée au rang de « dommages collatéraux », voire même animalisée dans les discours les plus violents. Nous refusons de nous associer au concert de déclarations quasi unanimes dans le pays qui éludent délibérément le contexte préexistant de guerre et de colonisation menées par le gouvernement israélien. Les crimes de guerre perpétrés par l'armée israélienne, en particulier contre les populations civiles de Gaza, l'état d'apartheid, et l'emprisonnement sur 360 kilomètres carrés d'une population privée de tout accès aux soins, nourriture, gaz, eau courante, et électricité, avec les conséquences sanitaires, sociales, et économiques graves qui en découlent, constituent une réalité cautionnée par presque tous.

Nous ne pouvons oublier, en évoquant la situation actuelle, que les Palestinien·nes subissent une guerre menée contre eux par Israël depuis 1948. Les récents événements ne sont que la tragique conséquence d'une situation devenue intenable pour celles et ceux qui ont été dépouillé·es de leurs terres, vivant au quotidien sous l'oppression coloniale, l'enfermement, les privations et la famine.

Aujourd'hui, le gouvernement israélien a déclenché ce qui ressemble à un massacre à grande échelle, privant la population de Gaza d'eau et d'électricité, tout en justifiant son intervention par une rhétorique génocidaire (« *peuple des lumières contre peuple des ténèbres* »).

Cette rhétorique déshumanisante est bien souvent validée et justifiée en France par des responsables politiques et dans les médias où l'on peut entendre les appels au « nettoyage » des Palestinien·nes renvoyé·es au statut de sous-humains.

Pendant ce temps la violence de colonisation en Cisjordanie occupée avec son lot d'exactions et de meurtres (plus d'une centaine depuis le 7 octobre) se poursuit dans la (presque) indifférence générale.

Cette situation suscite notre plus grande inquiétude et notre colère. Il est impératif de faire entendre une voix alternative à celles et ceux qui soutiennent de façon « *inconditionnelle* » les velléités de nettoyage ethnique du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu.

Notre gouvernement, non content de s'aligner pitoyablement et honteusement sur cette politique qualifiée de véritable « *nettoyage ethnique* » par l'ONU, tente de rendre impossible toute expression de solidarité avec le peuple Palestinien.

Dans un contexte de criminalisation de la solidarité avec le peuple palestinien, où les rassemblements en leur soutien sont interdits, où la dénonciation de l'apartheid est assimilée à de l'antisémitisme, et où des organisations osant remettre en question la politique israélienne sont menacées de dissolution, il est crucial de faire front et de condamner les crimes de guerre pour ce qu'ils sont, et d'affirmer dans le même temps notre solidarité inconditionnelle envers le peuple palestinien.

La CGT Educ'action 31 affirme qu'il ne peut y avoir de paix sans la fin du système d'apartheid, la colonisation, le blocus économique, et sans le respect du droit international et à l'auto-détermination du peuple palestinien. Nous appelons à l'arrêt des bombardements qui ont pour conséquence la mort de milliers de Palestinien·nes et le déplacement de centaines de milliers d'autres.

Toulouse le 28 octobre 2023